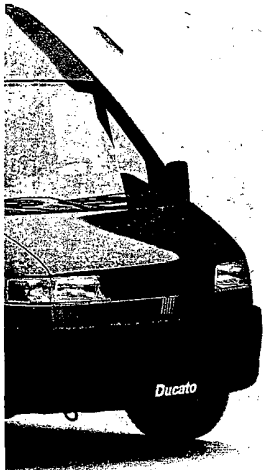


**SPORTÉ
BRES
MENT.**



m³ et 5 motorisations (1-essence
asél) dont le 2,5 TDI de
n* (85 kw CEE). Quelle
que soit la masse transportée,
la technologie de sa suspen-
sion assure au véhicule une
absolument constante. De plus, la
irale coulissante et la porte arrière
sont disponibles chacune en 3 confi-
s. Nous finirons sur un record, sa
entre les passages de roues de
n! Ces quelques chiffres tout à fait
s nous amènent à une conclusion:
on du Fiat Ducato est une révolution
omme, car sans lui, il n'aurait pu
que le travail peut aussi être agréable.

FIAT

véhicules utilitaires

C'EST L'HOMME LE PLUS MENACE DE FRANCE

Carlos est arrêté, mais les tueurs
iraniens continuent de traquer à Paris le chef des résistants
au régime des mollahs

Par la fenêtre de son apparte-
ment parisien, le docteur Ganji
peut parfois observer les
tueurs qui le guettent sous une



Deux policiers entraînés par le Raid encadrent Ganji.

porte cochère. Comme Salman Rushdie, le docteur Ganji, ancien
ministre du shah, tombe sous le coup d'une fatwa de mort. Son
crime : diriger depuis Paris la première organisation de résistance
au régime des mollahs, Le Drapeau de la liberté. Hantées par le
précédent de l'assassinat de Chapour Bakhtiar, les autorités
françaises ont affecté six policiers à la garde permanente du doc-
teur Ganji. Mais les tueurs iraniens sont capables de toutes
les ruses. Pour leur échapper, le docteur Ganji mène une exis-
tence d'homme traqué, dont notre collaborateur Olivier Varin
conte ici les étranges aspects. (Le cas du docteur Ganji sera
évoqué dans « Envoyé spécial », le 13 octobre, sur France 2).

DOCUMENT PARIS MATCH

19

Paris Match, N° 2367
6 Octobre 1994 - p.19
Olivier Varin

GD001197

Ce n'est pas de vivre comme une bête traquée qui lui coupe l'envie d'aller au restaurant. Seulement, quand Manoushehr Ganji, 63 ans, a envie de déjeuner dehors, son échappée relève de la stratégie. «Ils veulent ma peau, dit-il, je le sais, tout le monde le sait. Mais je leur rendrai la tâche difficile...»

Il monte dans sa voiture blindée, aux vitres fumées épaisses de 4 cm, gardée dans un parking surveillé comme un coffre-fort. Une voiture banalisée le suit. Les deux véhicules s'arrêtent brusquement devant le restaurant. Et seulement quand les quatre gardes du corps ont pris possession des quelques mètres carrés de trottoir qui séparent la chaussée de l'entrée, Ganji descend, c'est-à-dire plutôt se jette hors de son siège. Les policiers protègent sa sortie, la main sur le «holster», le fil d'un invisible talkie-walkie passé derrière l'oreille. Une fois franchi le seuil en courant, Ganji peut enfin marcher normalement.

Il a fait réserver trois tables. Une pour lui, deux pour ses gardes du corps. Depuis l'assassinat de Chapour Bakhtiar, six hommes du G.p.p.n. (Groupe de protection de la police nationale), entraînés par le Raïd et dépendants du ministère de l'Intérieur, lui sont affectés en permanence. Ils se relaient pour suivre ses déplacements et ne le quittent que lorsqu'il s'est claquemuré chez lui. Au restaurant, ils entrèrent les uns à reculs derrière lui, les autres, en avant-garde. Et se disposeront à leurs tables situées de part et d'autre de façon à rendre impossible une attaque par surprise. Accessoirement, ils commanderont à déjeuner. Rien ne semblera lier ces trois groupes de convives jusqu'à la fin du repas, quand Ganji fera signe au maître d'hôtel de lui apporter les trois additions. Le choix de l'établissement a reposé sur des critères jamais abordés dans les guides culinaires : combien existe-t-il d'accès à la salle ? Comment s'ouvrent les fenêtres ? Ce qui n'empêche pas cet Iranien, qui a passé le tiers de sa vie à l'étranger, de goûter, en connaisseur, les finesses de la cuisine française...

Depuis sept années, Manoushehr Ganji est assiégé en plein Paris par d'invisibles ennemis qui n'attendent que l'occasion favorable pour passer à l'action. Sa marge de sécurité ne dépasse jamais quinze jours : il sait qu'après chaque attentat raté, après chaque prise de contact manquée, lui sera accordé ce temps de répit qui correspond pour les terroristes au temps de préparation d'un nouveau coup. La longueur de ses vacances est aussi dictée par les nécessités de cette stratégie. Ainsi, il lui arrive d'accepter des invitations chez des amis, à la campagne, mais jamais plus de deux semaines et toujours en compagnie de ses gardes du corps. Pour ne pas faire peur aux enfants, et davantage encore aux parents, les hommes, en plein soleil, ne quittent pas leur veste, qui cachent leurs revolvers. Si on leur offre de plonger dans la piscine, ils se relaient pour garder les armes.

Aucun paysage n'est jamais tout à fait innocent pour Ganji. Et ces rares départs chez des amis ressemblent toujours à des expéditions secrètes.

Ses véritables congés, il les prend, chaque soir, au moment de téléphoner à sa femme. Elle a choisi, pour des raisons de sécurité, de résider au Texas avec leurs deux enfants. Il les rejoint cinq à six fois par an. Le reste du temps, il est seul. L'attention aiguë par les exercices de tir, le corps affûté par une heure de gymnastique quotidienne. Mais cette inquiétude permanente, cette surveillance écrasante ne lui font que mieux sentir l'importance de sa mission. «Je vis comme un rat, dit-il. Un rat qui se faufile de trou en trou. Cela m'oblige à ne penser

Quand le docteur Ganji veut aller au restaurant, il prend sa voiture blindée et se fait escorter par six policiers français, entraînés par le Raïd, qui déjeunent à deux autres tables

qu'à l'essentiel, la libération de l'Iran.» Comme Salman Rushdie, le «docteur» Ganji — ainsi l'appellent ses proches par respect pour ses diplômes de sciences politiques et de droit international — a été frappé d'une fatwa de mort prononcée par les ayatollahs. Grâce à ses correspondants à Téhéran, le docteur Ganji s'est procuré la note no 3472 portant pour titre : «Manoushehr Ganji, ancien ministre», que le procureur général de la révolution islamique, Moussawi Tabrizi, a adressée le 26 décembre 1371 de l'Égire, soit le 16 mars 1993, et «Au nom de Dieu», au ministère de l'Information et de la Sécurité (Savama).

«A propos de cet homme qui habite à l'étranger depuis le début de la révolution, qui agit et complète contre la République islamique et l'Islam [...], y est-il notamment écrit, nous avons demandé l'avis de Son Eminence le Guide de la révolution islamique (Ali Khamenei). Et il a décrété : "Cet homme est apostat et corrompu. Il doit être éliminé parce qu'il est l'ennemi de Dieu et de son Prophète. [...] Pour protéger l'Islam et les musulmans, cette racine de corruption devra être tranchée aussi tôt que possible afin d'en faire un

exemple pour les autres." [...] En conformité avec le décret du Guide principal — Que Dieu l'ait en Sa sainte garde! — le curriculum vitae de cet homme [...] a été considéré au cours de la séance du Haut Conseil judiciaire des juristes religieux. Après délibération, ils ont décidé, à l'unanimité, que l'assassinat est requis. Le président de la République (Rafsanjani) a ordonné que, par l'intermédiaire de votre ministère, les fonctionnaires qui se trouvent à l'étranger devront recevoir la formation et les instructions nécessaires afin d'exécuter ce décret. Ceux qui pourront exécuter cet ordre de châtement recevront, en plus de leur récompense céleste, une récompense financière considérable... Bonne chance!» Copie de la note est adressée au ministère des Affaires étrangères, pour assistance dans l'exécution et transmission des ordres à ses représentants à l'étranger», et au ministère des Gardiens de la révolution, «afin qu'il choisisse le personnel qualifié et expérimenté». Au bas de la page, un post-scriptum rappelle aux divers destinataires la nécessité de détruire «après achèvement des actions, toutes les correspondances et documents qui portent sur ce sujet».

Pour Ganji, le juriste, la fatwa n'a aucune existence légale. Aucune loi nationale, explique-t-il, n'est applicable en dehors des frontières. Elle n'a pas d'avantage de fondement religieux. L'Islam, dit-il, n'accorde à personne le droit de se substituer à Dieu. Il ne reconnaît à personne le droit de disposer, à son gré, de la vie de ses semblables.

Rien n'exaspère davantage le docteur Ganji que ces lettres que les intellectuels occidentaux envoient à Téhéran pour implorer la levée de la condamnation à mort de l'auteur des «Versets sataniques». Demander l'abolition d'un jugement, c'est implicitement reconnaître sa validité. Il n'est qu'une seule façon moralement fondée, selon lui, de répondre à cette usurpation de pouvoir : mettre hors la loi les lanceurs de fatwa.

Il existe un précédent juridique. Le 10 décembre 1984, la Convention des Nations unies avait autorisé les États signataires à poursuivre, sur leur sol, toute personne ayant pratiqué ou cautionné un acte de torture. A la suite de cette décision, en octobre 1993, le procureur général d'Allemagne a essayé d'interdire au ministre de l'Information et de la Sécurité iranien, le mollah Ali Falahiyan, alors en visite officielle, de quitter le territoire. Mais il n'a (suite page 22)

(Suite de la page 20) pas été suivi par les pouvoirs publics... C'est que l'Allemagne est aussi le premier partenaire commercial de la République islamique. Elle achète environ la moitié de sa production, hors pétrole, alors que les Iraniens ont eux-mêmes augmenté leurs achats en République fédérale de 14 milliards de francs, l'année dernière.

En toute impunité, Ali Falahiyan a regagné l'Iran.

Il a fallu moins de dix ans pour sceller le destin du docteur Ganji. Après douze années d'études passées à l'université du Kentucky, aux Etats-Unis, à Genève, en Suisse et à Cambridge, en Grande-Bretagne, il a d'abord travaillé pour plusieurs grandes organisations internationales, dont la division des droits de l'homme du Secrétariat des Nations unies, à New York, et n'est rentré en Iran qu'en 1969, âgé de 38 ans, pour être nommé professeur de droit international à l'université de Téhéran. Doyen de la faculté de droit et de sciences politiques, il anime un groupe de réflexion présidé par la shahbanou. Il sera ensuite conseiller du Premier ministre Amir Abbas Hoveyda (exécuté par les islamistes), et, à partir de 1976, ministre de l'Education. Ce

qu'il restera pratiquement jusqu'au départ du shah, en janvier 1979, le temps de découvrir que les manuels scolaires ont déjà été remaniés par les religieux fondamentalistes, selon des méthodes aujourd'hui reprises en Egypte.

Après le retour de Khomeyni, le docteur Ganji refuse la place d'avion que Farah Diba lui propose et doit, pour échapper aux pasdarans, emprunter toutes sortes de déguisements. Avec l'aide des communistes, il parvient cinq mois plus tard, en juin, à traverser à pied les montagnes qui séparent l'Iran de la Turquie. Il peut alors se croire sauvé.

A cette époque, le docteur Ganji ne songe qu'à refaire sa vie. Il s'installe aux Etats-Unis, à Spokane, dans l'Etat de Washington, et vit d'abord comme les plus modestes émigrants, en déposant à l'aube les journaux sur les perrons des abonnés, avant de se voir attribuer, à l'université de la même ville, une chaire de droit et de relations internationales. Puis, à Dallas, au Texas, il met ses tapis persans en caution pour ouvrir une boulangerie française baptisée avec ironie «Croissant royal». Il aurait peut-être fait fortune si, en 1985, Reza Pahlavi, l'héritier du shah mort cinq ans plus tôt, n'était venu le trouver pour lui demander de prendre en main un réseau de résistance basé à Paris.

Ganji, qui n'a cessé de donner des conférences, de témoigner pour son pays martyrisé par le fanatisme en même temps que par la guerre avec l'Irak (elle fera 700 000 morts et 500 000 invalides), ne met qu'une seule condition à son engagement. Il ne nouera aucun lien avec les hommes de Saddam Hussein. Le Drapeau de la liberté, qu'il a fondé dans la clandestinité, après l'arrivée des ayatollahs, avec deux amis, le Pr Elahi et Habib Momeyaz, des hommes si proches qu'ils se surnomment les Trois Mousquetaires, est remis en activité.

Pour Ganji, opposé aux méthodes violentes des Moudjahidin du peuple, la résistance doit essentiellement reposer sur la diffusion des nouvelles. La désinformation est, à Téhéran, une affaire d'Etat. A l'intérieur du pays, le régime a entrepris de s'attaquer aux antennes paraboliques qui permettent de recevoir les télévisions du monde entier. Mais, à l'extérieur, il ne reste pas inactif. Téhéran, malgré ses rapports tendus avec les Etats-Unis, a pu acheter une chaîne de télévision câblée à Los Angeles, un journal à Washington, «Iran Khabar». Même chose en Angleterre, où les mollahs possèdent une maison d'édition, Anvari, installée à Londres.

Le but de Ganji est, d'abord, de lutter contre ce lavage de

Pour informer
les Iraniens, des émissions
pirates sont
diffusées de l'étranger, des
cassettes vidéo
distribuées sous le manteau
et, chaque mois, 20 000 pages
de tracts inondent 5 000
fax officiels

cerveaux international et de faire découvrir au citoyen iranien la réalité qu'on veut lui cacher. Les principes de la résistance passive, de l'action politique en même temps que des notions de droit constituent la matière des émissions radio pirates diffusées depuis l'étranger. Des cassettes vidéo sont aussi largement distribuées et circulent sous le manteau. Des tags, des slogans détournés fleurissent sur les murs de la capitale iranienne. Quels que soient les efforts des mollahs, la technologie médiatique moderne offre au docteur Ganji un champ d'action infini. Il inonde l'Iran de fax. «C'est une invention formidable, explique-t-il. Il n'y a aucun moyen de contrôler un fax ni de le filtrer. Ou alors il faudrait interdire leur utilisation dans tout l'Iran, mais comment? Aujourd'hui, les entreprises, la Bourse, les banques, les ministères pourraient-ils fonctionner sans l'outil de communication le plus rapide et le plus efficace? Leur économie est déjà suffisamment en déroute... Ils sont condamnés à posséder des fax et à recevoir notre littérature. Nous avons déjà relevé 5 000 numéros dans les annuaires et les journaux - dont ceux de Rafsandjani (19 98 21 64 68 549), de Khomeini (même indicatif suivi

de 64 60 054), et, avec nos cent vingt machines, nous les abreuons de 15 000 à 20 000 pages par mois. Certains doivent immédiatement les jeter à la corbeille, mais beaucoup d'autres les photocopient pour les disséminer ensuite, discrètement.» Ainsi sont organisés manifestations et mouvements de grève.

Ainsi le nom de Ganji, ou de son mouvement, de plus en plus souvent pris pour cible par la presse gouvernementale, s'est retrouvé, par défi, inscrit sur un nombre non négligeable de bulletins de vote lors de la dernière consultation électorale. Ce n'est pas le genre de victoire que pardonnent les ayatollahs.

Selon Amnesty International, il y aurait eu, depuis sept ans, 50 000 exécutions capitales en Iran. Les méthodes d'exécution renvoient aux temps les plus barbares. Des hommes sont précipités du haut de ravins, des femmes lapidées avec des pierres aux dimensions codifiées (avec des pierres de 9 cm, la mort est trop rapide; avec celles de 3 cm, les plaies ne sont que superficielles; la règle impose des cailloux de 5 à 6 cm, qui tuent mais lentement...). Ces peines barbares de précipitation, lapidation, amputation, flagellation sont officiellement inscrites dans le Code pénal de la République islamique. Mais il est un crime qui n'y figure pas et, pourtant, entraîne la condamnation à mort immédiate et sans jugement: celui d'être démocrate.

Ganji l'a compris dès 1987, alors qu'il avait repris la tête du Drapeau de la liberté depuis un an. Son ami, le poète Namvarzad lui avait parlé d'une nouvelle adepte. Une championne iranienne de kung-fu qui proposait d'organiser des cellules de résistance dans les milieux sportifs. Ganji lui donne rendez-vous à Paris, au bar de l'hôtel Ibis, à la Défense. «Elle était très, très belle», concède-t-il. A Téhéran, on sait qu'il vit seul à Paris... Et la championne lui annonce avec ingénuité qu'elle ne sait pas où passer la nuit... C'est que la République islamique, qui lapide les femmes adultères, n'hésite pas à employer des prostituées pour les besoins de sa cause! Par instinct de survie sans doute, Ganji s'esquive. Aussitôt la nouvelle recrue disparaît. Elle s'évanouit dans la nature, en suivant le principe des tueurs iraniens - constamment appliqué - selon lequel on n'insiste jamais quand un scénario a échoué. Quatre ans plus tard, en 1991, Chapour Bakhtiar est assassiné à Suresnes. L'autopsie prouvera (suite page 26)

(Suite de la page 22) qu'avant d'être lardé de coups de couteau, l'ancien Premier ministre est mort d'un seul coup de tranchant de la main sur la pomme d'Adam. Les techniques de combat venues d'Asie sont une des armes favorites des tueurs de Téhéran. Au début des activités du Drapeau de la liberté, deux hommes avaient été chargés de la mise en place des cellules d'action et de leur suivi sur le terrain. Cyrus Elahi, un des «mousquetaires», ancien professeur de sciences politiques, et le colonel Ataullah Bayahmadi. A la fin de l'année 1988, le colonel apprend qu'un de leurs hommes de liaison, Hamid Amir-Ansari, un ingénieur de 46 ans, ainsi que dix-sept des chefs de cellules, ont été arrêtés à Téhéran et emprisonnés à la tristement célèbre prison d'Evin. Mais tout s'achète à Téhéran, et il ne désespère pas d'obtenir leur libération. Un matin, il reçoit un coup de téléphone de l'ingénieur. Pendant la conversation, des bruits de fond domestiques laissent penser qu'il est enfin sorti de prison. «Nous avons un ami sur place, explique brièvement Amir-Ansari. Il est auprès de moi. J'aimerais que tu entendes sa voix afin de la reconnaître plus tard. Parce qu'il te rappellera et viendra te voir.» En effet, le colonel est une nouvelle fois contacté par l'«ami». Il prend alors rendez-vous avec lui, à Istanbul. Le délégué du Drapeau en Turquie, Abbas Gholizadeh, assurera sa protection.

La prise de contact est plutôt bonne. L'homme n'est pas barbu, seulement moustachu, ce qui offre une première garantie. Il porte aussi une chemise de couleur et non pas les habituelles chemises blanches des intégristes. Enfin il raconte sa vie, sa déception à l'égard du régime autocrate. Il dit avoir compris que les hommes qui gouvernent l'Iran sont corrompus. C'est la raison pour laquelle il a décidé de rejoindre Ganji, dont il admire l'honnêteté et les principes démocratiques. Il emmène le colonel dans une boîte de nuit, fait étalage de familiarité auprès des entraîneuses, se soûle à la vodka. Et cite les noms des dix-huit résistants emprisonnés à Evin. Le colonel pâlit, il sait maintenant que l'un d'eux a parlé. Mais aussitôt son interlocuteur ajoute qu'il va lui montrer ce dont il est capable : rien moins qu'obtenir leur libération. Il lui faudra seulement un peu d'argent qu'on pourra, d'ailleurs, lui remettre par la suite. Les trois hommes se laissent photographier comme il est d'usage dans ces endroits, et leur invité achète le Polaroid qu'il met dans sa poche. «En souvenir», dit-il.

Deux mois plus tard, le colonel reçoit un nouveau coup de téléphone. Cette fois, pour l'informer que les prisonniers sont libres, exceptés Amir-Ansari et une jeune femme, ancienne élève du Pr Elahi. On lui demande 15 000 dollars (moins de 100 000 francs). Le colonel s'assure que l'homme a dit vrai. Les seize membres du réseau sont bien rentrés chez eux. Il fixe alors à son interlocuteur un nouveau rendez-vous, cette fois à Dubaï, où le Drapeau n'a aucun correspondant pour assurer sa protection. «Il faut que le docteur Ganji vienne aussi», insiste l'homme. Le colonel répond : «Bien sûr», mais il sait que le docteur ne se déplace pas aussi facilement, et il trouve déjà suspect qu'un autre de ses contacts, l'ingénieur Tofighi, ait également insisté pour que Ganji soit du voyage, suggérant qu'il pourrait faire escale à Dubaï en se rendant à Karachi, où le ministre de l'Intérieur le réclame. Le colonel part seul, équipé de son gilet pare-balles.

Il est arrivé à Dubaï le 4 juin 1989. Il s'est rendu directement à son hôtel. A 8 h 30, le lendemain, une femme de chambre a ouvert la porte de sa chambre avec son passe.

**Les tueurs
lancés par les mollahs contre
le docteur Ganji
imaginent des ruses
extraordinaires
pour l'attirer soit à Istanbul,
soit à Dubaï où des
commandos l'attendent pour
l'assassiner**

Elle l'a découvert, étendu dans une mare de sang. Il avait été tué de deux balles dans la tête, le jour même où, à Téhéran, s'éteignait l'ayatollah Khomeyni. Deux heures et demie après la découverte du corps, deux Iraniens arrivés la veille embarquaient pour le vol en direction de Téhéran. Saïd Sassan Mohrabi et Hâj Hassan Akbar Arai Kabiri, alias Ascandari Javad Mashdi, l'homme jovial aimant l'alcool et les femmes avec qui le colonel avait rendez-vous et qu'il avait déjà rencontré à Istanbul. Kabiri se targuait de faire libérer les résistants du Drapeau. Il est le directeur même de la prison d'Evin. On peut le joindre au 19 98 21 84 99 98.

Le jour même de la mort du colonel Bayahmadi, les seize résistants, d'abord libérés, ont retrouvé leur cellule. Amir-Ansari et deux de ses compagnons seront exécutés.

Pour Ganji, c'est une catastrophe. Mais en perdant son ami et collaborateur privilégié, il prend toute la mesure du danger, il décide alors d'engager un garde du corps professionnel. Chaque soir, il changera de résidence. Il devient sans doute l'homme au monde... qui connaît le mieux les hôtels de Paris. Ses informateurs, aussi, sont de plus

en plus vigilants. En octobre 1990, les services de sécurité occidentaux apprennent que des commandos de la section internationale des Gardiens de la révolution ont transité par l'aéroport d'Ankara pour se scinder ensuite en direction de Paris, Francfort et Vienne. Ils ont perdu leurs traces, mais il n'est pas difficile de deviner leur destination. Ganji fait partie des cibles. Comme on le lui conseille, il quitte Paris pendant quelques jours. Ses collaborateurs continueront le travail à sa place.

Le 23 octobre 1990, vers 9 h 30, le Pr Elahi s'apprête à sortir de son immeuble, 8, rue Antoine-Bourdelle, dans le XV^e arrondissement. Il ne traversera jamais le hall. Il y est abattu par six balles de 7,65 tirées dans la tête. Un revolver tchécoslovaque est abandonné dans le sous-sol de l'immeuble. Le professeur a défendu sa vie. Les médecins découvriront des traces de peau sous ses ongles. «J'étais absent, alors ils ont assassiné le numéro deux, dira Ganji. Quand ils ont manqué Bakhtiar, en 1980, ils ont, de la même façon, assassiné un de ses collaborateurs, Boroumand. Le seul crime d'Elahi était de s'exprimer, c'était un universitaire qui n'avait jamais commis le moindre attentat ni le moindre sabotage!» Ganji et Elahi ne s'étaient jamais quittés. Ils avaient travaillé ensemble au ministère de l'Education à Téhéran et s'étaient retrouvés en exil aux Etats-Unis. Quand le docteur est venu se battre à Paris, Elahi n'avait pas hésité à le suivre. Même si ce départ devait provoquer son divorce.

Le troisième mousquetaire, Habib Momayez, informé qu'il est sérieusement menacé, doit quitter Paris pour continuer son combat.

Le 20 décembre 1993, deux agents présumés de la Vavak, les services secrets iraniens, Hossein Yazdan Seta et Mojtaba Mashadi, sont arrêtés et déferés devant le juge Bruguière. L'un d'eux est impliqué dans le meurtre d'Elahi. «Le régime avait un agent très bien placé au Drapeau de la liberté», avouera-t-il. Cet agent pourrait être le chauffeur Abbas Choukrai, que le docteur avait engagé quelques mois avant la mort de son ami. Après l'assassinat d'Elahi, Ganji avait fait inscrire tous ses collaborateurs à des cours de sécurité. Comme les autres, le chauffeur a été soumis au détecteur de mensonges. A la question de routine : «Pourquoi veux-tu assassiner le docteur Ganji?» tous les voyants de la machine se sont allumés montrant qu'il était sous le coup d'une forte émotion. Pour Ganji, l'explication n'était (suite page 99)

(Suite de la page 26) que trop claire. Il le chasse, embauche trois gardes du corps et proscriit la moindre habitude. Aujourd'hui, le chauffeur iranien tient une pizzeria à Los Angeles.

Ces deux assassinats à un an d'intervalle auront une conséquence inattendue : faire comprendre à la diaspora iranienne l'importance de l'action menée par le Drapeau de la liberté.

Si les mollahs sont informés sur les mouvements de Ganji, les agents du Drapeau le sont aussi, de mieux en mieux, sur les leurs, sur le degré de corruption, la cote fluctuante des diverses factions au pouvoir, la lutte des clans, les filières terroristes, les rencontres secrètes entre dirigeants occidentaux et iraniens, et même sur certains liens « contre nature » noués entre des services spéciaux occidentaux et les commandos de pasdaran. Et c'est ainsi que le 1^{er} août 1991 le docteur Ganji est le premier à apprendre que les tueurs de Téhéran se sont, une nouvelle fois, mis en route avec quatre cibles : le fils du shah, Reza Pahlavi, qui séjourne dans le sud de la France, l'ancien Premier ministre, Chapour Bakhtiar, l'ancien président, Bani Sadr, et lui-même.

Malgré son manque de sympathie pour Bani Sadr, « cet intégriste qui a baisé publiquement la main de Khomeyni », il le prévient lors d'un entretien dont Bani Sadr témoignera sur Antenne 2. Puis il téléphone à Suresnes, où vit Bakhtiar depuis qu'il a été l'objet d'une tentative d'assassinat boulevard Bineau, à Neuilly, qui a fait deux morts. Il explique ses craintes à Sorouch Katibeh, le secrétaire. A-t-il transmis la mise en garde ou non ? Le 6 août, l'homme de garde voit entrer trois visiteurs.

Parmi eux, il reconnaît un familier de la maison, ami de Bakhtiar, Fereidoun Boyer-Ahmadi. Lorsque ce dernier ressortira avec ses camarades, Ali Vakili Rad, 32 ans, et Mohammed Azadi, 31 ans; Bakhtiar et son secrétaire auront été assassinés. Les C.r.s. postés à proximité, et chargés de leur protection, ne découvriront leurs corps que deux jours plus tard. Alors, la secrétaire de Ganji se souviendra avoir rencontré ce même Boyer-Ahmadi. Il l'avait longuement interrogée sur l'organisation du Drapeau. Six mois plus tard, le 24 février 1992, Zeyal Sarhadi, membre de l'ambassade d'Iran en Suisse, est extradé vers la France sous l'inculpation de complicité avec les assassins de Bakhtiar. Ganji apprendra qu'à Téhéran Rafsandjani se vante de pouvoir le faire sortir quand il le veut des prisons françaises, où, à ce jour, il attend toujours son jugement.

C'est l'assassinat de Bakhtiar qui, pour le ministère de l'Intérieur français, va faire de Ganji l'homme à protéger. Dès lors, six agents du G.p.p.n. sont affectés à sa sécurité. Leur effectif est augmenté les jours de dangers particulièrement signalés. Même la voiture blindée n'est jamais laissée sans surveillance. Elle pourrait être piégée. « Je crois que ce sont les meilleurs gardes du corps du monde, dit Ganji. Ils sont intelligents, bien élevés, disciplinés et reçoivent une formation permanente. Quand l'Iran sera libéré, j'espère bien pouvoir exprimer ma gratitude envers la France. »

Si Ganji se sent protégé, autour de lui l'hécatombe continue. Les assassinats s'enchaînent aux trahisons. Personne n'est fiable. Il suffit de quelques mois pour qu'un ami se transforme en assassin et un ennemi repentant, en victime.

La radio clandestine du Drapeau de la liberté diffuse, depuis 1988, une émission disco qui connaît un grand succès auprès des jeunes Iraniens, à qui les mollahs interdisent

**Le chanteur
Fereidoun Farokhzad,
vedette des
émissions clandestines du
Drapeau de la liberté,
organisées par le docteur
Ganji, sera assassiné
à coups de couteau, à son
domicile à Bonn**

d'écouter de la musique moderne ou étrangère. Elle était animée chaque semaine par une vedette iranienne, Fereidoun Farokhzad, qui venait tout exprès pour l'enregistrer de Bonn, où il était exilé. Cet acteur-chanteur de 50 ans est aussi connu à Téhéran que Michel Drucker en France. Après quatre années de loyale collaboration, Ganji est prévenu par la cellule de la capitale allemande que Farokhzad a été retourné : il entretient des relations régulières avec les diplomates de l'ambassade iranienne. On lui donne les noms d'Ali Gholami, Javad Ghodsi, Mortezah Rahmani Movahed, Faridzadeh, qu'il retrouve dans un café italien de la ville. Lorsque l'animateur arrive à Paris pour son enregistrement, Ganji le convoque et lui cite ces noms. Farokhzad s'effondre. Sa mère et sa sœur, explique-t-il, sont restées en Iran et on ne lui a pas laissé le choix. Il avoue qu'on lui a aussi proposé de l'argent pour exécuter une mission : attirer en Allemagne le nouveau bras droit de Ganji. Mais il jure de rompre avec ses contacts. La cellule de Bonn vérifie : elle découvre facilement qu'il ne tient pas parole et, en février 1992, Ganji se sépare définitivement de son animateur vedette.

Cinq mois plus tard, Farokhzad est assassiné au couteau à son domicile. Ses voisins ont entendu ses cris, mais ne sont pas intervenus. Parce qu'il n'avait pu remplir ses engagements et ne servait plus à rien, le (suite page 101)

**INIE :
RS AUX
S DE
NITE**

1994
abuleux
jes
que,
ensatio
nous

lin
rtesse
la vallée
remparts
d'Arabie,
au
in:

* catégorie,
le détaillé)

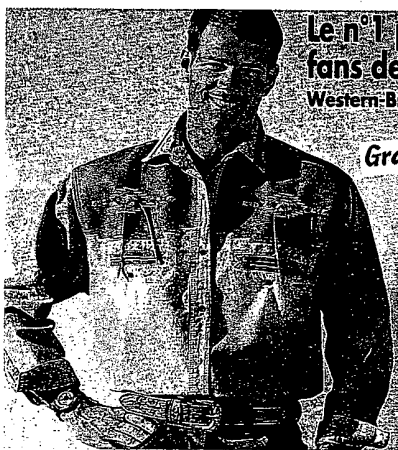


Organisation technique: Yves Cassin, Michel...
Rédaction: 11, rue de Valenciennes, 75013 Paris

DOCUMENT PARIS MATCH

99


WESTERN LIFE VPC



Le n°1 pour tous les fans de Western!

Western: Biker-Indian-Trucker

Gratuit!



WESTERN LIFE

Nouveau catalogue A demander maintenant!

Prénom _____ Nom _____

N° et rue _____

Code postal/Localité _____

Western Life VPC
6, rue Frédéric Chopin • 67118 Geispolsheim-Gare
☎ 88.66.14.06 • Fax 88.67.16.33

3.08

(Suite de la page 99) chanteur a été liquidé. En guise de Te Deum, la chaîne de la République islamique à Los Angeles diffuse un portrait du disparu. On le découvre sous une apparence surprenante pour un crooner : mal habillé, portant la barbe et se disant ferme partisan du régime de Khomeyni. En Turquie, Abbas Gholizadeh, le délégué du Drapeau qui assurait la protection du colonel à sa première rencontre avec Kabiri, et qui avait posé devant le Polaroid dans la boîte de nuit d'Istanbul, est assassiné quelques jours après Noël 1992. Une fois de plus, le piège avait été tendu pour Ganji par un Iranien qui se disait prêt à organiser des grèves dans le secteur pétrolier. Ses références étaient excellentes et il lui fallait absolument, avant de passer à l'action, rencontrer le chef du mouvement. Très alléché, Ganji aurait sans doute fini par accepter si, dans le même temps, Gholizadeh ne l'avait averti qu'il se sentait suivi. Avec un ami sportif, le correspondant du Drapeau réussit à circonvenir les deux agents de la République islamique à ses trousseaux. Il les défère devant la police locale. Aussitôt commencent les menaces téléphoniques. « Si quelque chose leur arrive, lui dit-on, tu seras tué. » Dix jours plus tard, sans doute faute de preuves, les Iraniens sont libérés. Le 28 décembre, dans l'après-midi, Gholizadeh va chercher sa femme à l'hôpital où elle a subi une intervention chirurgicale. Sur le trottoir, des hommes surgissent, l'attaquent à la bombe lacrymogène et le forcent à monter en voiture, après avoir poussé la femme sur la chaussée enneigée. Une longue enquête permettra, seulement un an plus tard, de retrouver les fossoyeurs turcs payés pour enterrer son cadavre. On sait maintenant qu'il a été tué quinze jours après l'enlèvement et qu'il a été torturé.

« Je suis un démocrate, dit Ganji, et je suis victime de ce qu'il y a de plus dictatorial au monde. Tous mes amis morts étaient des démocrates. La fatwa est l'expression de ce que la théocratie a de plus inacceptable, mais, en même temps, elle justifie mon combat, elle sanctifie mon rôle. » Il n'y a pas un moment de répit pour le docteur Ganji. Les moments de bonheur sont les plus dangereux, car ils endorment la vigilance. En août dernier, Darab, son fils, a épousé Azir, princesse et nièce du shah. Ils se sont rencontrés pendant leurs études à Paris. Pour Ganji, c'est à la fois un événement surprenant et paradoxal.

Depuis son départ des Etats-Unis, Ganji croyait avoir pris ses distances avec la bonne société iranienne, qui, selon lui, se retrouve trop souvent dans les pages mondaines des magazines. Lui qui refuse de ranger son mouvement parmi les organisations monarchistes, estimant qu'une fois libéré l'Iran devra choisir démocratiquement la forme de son destin, il voit son fils entrer dans la famille impériale, devenir le cousin germain par alliance de l'héritier de la dynastie... Mais alors qu'il devrait être accaparé par les préparatifs de la cérémonie, alors qu'il s'apprête à recevoir la shahbanou, dont il a dirigé le conseil privé pendant dix ans, il est obsédé par les visages des deux tueurs qui, une fois de plus, ont été lancés à sa poursuite.

Une fois encore, il doit l'information à quelques amis bien placés qui lui ont communiqué les photo des agents engagés par les mollahs. Un homme et une femme qui viendront d'Allemagne. Il a fait reproduire les clichés en multiples exemplaires et les a distribués à ses collaborateurs et à ses proches. Il les a aussi collés sur les portes de son bureau au point que, désormais, ces visages font partie

**Le fils du docteur
Ganji repere sous un abri
de bus la tueuse
qui vient d'arriver à Paris
et alerte son
pere. Mais avant que les
policiers arrivent,
elle s'enfuit et s'engouffre
dans le metro**

de sa vie. Depuis six ans qu'il vit en France, c'est, à sa connaissance, la dixième fois qu'on essaie de l'assassiner. La méfiance est devenue sa seconde nature.

Lorsqu'il éprouve le besoin inconscient de s'évader de sa prison forcée - imposée par les nécessités de la sécurité - en regardant par la fenêtre, il prend instinctivement le soin de se poster dans l'embrasure, protégé par l'angle de la façade. Jamais il ne viendrait à l'idée de Ganji de se poster face à la rue, comme une cible, même si, comme c'est le cas ce 27 août, il attend l'arrivée des siens qui logent dans un hôtel voisin. Au lieu des silhouettes familières, cet après-midi-là, Ganji a vite repéré l'homme qui, dans la foule, n'a pas la conduite d'un passant ordinaire. Il lui suffit de saisir ses jumelles, toujours à portée de main, pour identifier formellement le tueur de la photo punaisée sur la porte. L'homme se faufile, avec cette démarche que Ganji connaît bien et qui consiste à se déplacer en fonction des abris éventuels. Il se poste sous une porte cochère.

Alors que le rythme cardiaque de Ganji, gibier d'une infernale partie de chasse, s'accélère, le téléphone retentit. Sans quitter de vue l'homme dissimulé en face de chez lui, il décroche. C'est Darab, son fils, dont le langage précipité montre qu'il est, lui aussi, sous le coup d'une forte émotion.

« Papa, dit-il, la femme de la photo, je l'ai (suite page 102)

**Si vos essuie-glaces
ont un petit coup de vieux
Citroën vous donne
un petit coup de pouce!**

CHEZ CITROËN DU 1^{ER} SEPTEMBRE AU 30 OCTOBRE

15F DE REPRISE

SUR CHAQUE VIEUX BALAI D'ESSUIE-GLACE

POUR TOUT ACHAT D'UN BALAI NEUF

101

(Suite de la page 101) vue! Darab marchait avec sa sœur quand il a aperçu le visage de la tueuse assise sous un abri d'autobus. La peruke dont elle s'est affublée ne les empêche pas d'être tous les deux formels. Se sentant observée, elle s'est d'ailleurs tournée vers une vitrine, en faisant mine d'examiner sa coiffure. (C'est aussi le moyen le plus commode d'observer en toute tranquillité dans le reflet d'une vitrine.) Puis, après avoir fait mine d'ajuster sa tenue, elle s'est éloignée précipitamment pour s'engouffrer dans une bouche de métro.

Ainsi, les deux chasseurs sont là, aux aguets, ils attendent la faute qui leur permettra de passer à l'action. Cette faute, ce peut être le mariage qui obligera le père du marié à paraître en public, à oublier ses ruses, à mettre en réserve sa méfiance. Ganji appelle ses gardes du corps. Comme des chats, les hommes se coulent hors de la maison. Mais ils ne parviennent pas à échapper à l'attention de celui qui observe, dont toute la vigilance est accaparée par les mouvements de cette rue calme. Le guetteur s'éloigne vers l'avenue avant qu'ils ne soient arrivés à sa hauteur. C'est au tour du chasseur de se sentir chassé. Il se faufille dans la foule, devenue plus dense. Les policiers, lancés à sa poursuite, l'aperçoivent qui met la main dans un sac. Ils dégainent. Mais l'homme se ravise, court, zig-zague entre les passants et disparaît au premier carrefour, où, sans doute, une voiture l'attend. De sa fenêtre, Ganji voit ses gardes du corps revenir bredouilles. Tout est à recommencer. Il essuie son front moite.

On a appris, depuis, que la femme reconnue par Darab était soupçonnée par la police allemande de complicité dans le meurtre du chanteur Farokhzad. Mais un simple soupçon ne suffit pas à empêcher de nouveaux crimes. Libre, elle peut en toute impunité continuer à agir aux bénéfices de la République islamique. Nul mieux que les dictatures ne sait utiliser les bienfaits de la démocratie, comme le principe de présomption d'innocence. Et l'impitoyable traque des résistants du Drapeau de la liberté continue.

A ce jour, la secrétaire du docteur Ganji a renoncé à son combat plutôt que de trahir ses convictions. Elle avait été l'objet de menaces contre sa famille restée en Iran.

Et de nombreux personnages mystérieux continuent à vouloir rencontrer personnellement le docteur Ganji...

Par exemple, un certain Shahram Estrabadi, qui, du Danemark, lui adresse depuis plus d'un an ses offres de service mais que Ganji sait «cornaqué» par le «diplomate» Chapour Shahrokhi Sadr.

Par exemple, un intermédiaire florissant qui a fait fortune

**A ce jour,
soixante-quatre opposants
au régime des
mollahs de Téhéran ont
été éliminés en
exil par des tueurs. Sans
doute possible, ils
étaient commandités par le
gouvernement iranien**

Jenris
dans le commerce avec Téhéran, Ahmad Jeyhouni, et qui va jusqu'à offrir sa fortune à la résistance.

Et tant d'officiers iraniens, qui se disent «réfugiés» en Allemagne, font étalage d'armes, d'argent et d'informations, et vont jusqu'à montrer des cassettes vidéo où sont filmées de soi-disant exécutions de tortionnaires.

«Plus ils veulent me piéger, plus ils me font des propositions alléchantes», dit Ganji. Et derrière toutes ces tentatives de séduction, toujours le même commanditaire, l'ambassade de la République islamique à Bonn, et plus particulièrement le bureau d'Ali Gholami, le haut fonctionnaire désigné comme le contact du chanteur Farokhzad et comme le commanditaire des assassinats de Sadegh Sharafkandi et de ses trois alliés kurdes iraniens dans l'arrière-salle du restaurant Mykonos, à Berlin, le 17 septembre 1992.

Aucun moyen mis en œuvre ne semble trop gros à ceux qui veulent attraper Ganji. «Je téléphone de la part du président Rafsandjani», lui a récemment annoncé, sans hésiter, un ancien enseignant de l'université de Téhéran, Ahmad-Ali Ansari. Après avoir géré, et de la façon la plus contestable, la fortune du

prince Reza, Ansari est retourné à Téhéran, où il a fait œuvre d'allégeance en publiant des Mémoires favorables aux ayatollahs. «Le président Rafsandjani, explique-t-il à Ganji, propose que vous rentriez en Iran pour créer un comité des droits de l'homme...» Ce Rafsandjani que certains experts occidentaux décrivent comme «modéré» est celui qui a publiquement déclaré : «Pour tout Palestinien tué, il faut tuer quatre Américains, quatre Anglais et quatre Français.» Et Ansari explique : «Organisons un rendez-vous secret, sans mettre au courant ni les Français, ni les Américains, ni personne...»

Un officier autrichien confie : «Aucun pays ne veut s'engager de terroristes dans ses prisons. Une condamnation à quinze ans d'emprisonnement pour un tueur de Téhéran équivaut à quinze années de risque d'attentats.» A ce jour, les tueurs de Téhéran ont éliminé soixante-quatre de leurs opposants en exil. Pourtant, Ganji reste convaincu que la course de vitesse, engagée depuis quinze ans, n'est pas perdue. Il a le souffle long et la ténacité d'un marathonien. La poignée de main historique entre Arafat et Rabin lui a donné des ailes. Elle arrache aux mollahs un de leurs arguments essentiels, et signifie, à terme, la fin de leur influence sur le monde musulman. Pour combien de temps encore la section des Gardes révolutionnaires spécialisés dans les exécutions à l'étranger pourra-t-elle porter le titre de Quds Force, l'armée de Jérusalem? ■

OLIVIER VARIN

DOCUMENT PARIS MATCH

DROIT DE REPONSE

«Il est inexact que l'Eglise de scientologie soit intervenue dans le mariage de Lisa-Marie Presley et de Michael Jackson, ou qu'elle ait un quelconque intérêt dans cet événement.

Nous considérons le mariage, quelles que soient la notoriété et la religion de ses protagonistes, comme une affaire strictement privée. C'est un des principes de la Scientologie que de respecter l'autonomie de l'individu et c'est même l'un de ses buts que de la renforcer: cela est facile à vérifier en consultant les textes fondamentaux de Scientologie et en rencontrant directement des scientologues; et ce principe est valable aussi bien pour les célébrités dont vous citez le nom que pour les millions de fidèles que compte l'Eglise de scientologie dans le monde.

D'autre part, le texte de notre cérémonie de mariage est accessible à tous: il contient uniquement, comme cela est logique, un engagement des époux vis-à-vis d'eux-mêmes. La Scientologie propose une voie d'amélioration spirituelle; par son application, la personne devient plus consciente et donc plus libre, plus apte à faire face, par elle-même, à la vie; elle recouvre progressivement ses aptitudes spirituelles; à ce titre, et bien qu'étant une religion récente (seulement quarante ans!), elle est déjà considérée comme une religion authentique dans la plupart des pays où elle se développe. Par une décision de l'Internal Revenue Service (fisc), datée du 1^{er} octobre 1993, le gouvernement américain a reconnu – après des années d'enquêtes approfondies – le caractère non lucratif de la Scientologie et son caractère authentiquement religieux.» Eglise de scientologie de Paris